

Tarif des douanes

sommes limités par les conditions climatiques mais le déséquilibre de nos échanges devient de plus en plus préoccupant chaque année. A l'heure actuelle, nous importons quelque 500 millions de dollars de fruits et de noix et entre 265 et 300 millions de dollars de légumes. Nos propres exportations sont négligeables.

En tant que Canadien de l'Ouest, région où l'agriculture constitue un secteur essentiel, je suis profondément préoccupé par le fait que nous dépendons de plus en plus des importations de produits alimentaires. En premier lieu, je pense que, du point de vue politique, il est mal avisé de notre part de dépendre par trop de l'importation de produits alimentaires. En deuxième lieu, je suis fort inquiet du fait qu'un important secteur économique de notre pays est actuellement en train d'être détruit. Le ministre de l'Agriculture a fait allusion à cette situation dans le discours qu'il a prononcé à Calgary. L'une des choses que j'admire chez le ministre de l'Agriculture c'est qu'il doit avoir quelque 12 discours en réserve, il doit puiser parmi six d'entre eux lorsqu'il s'adresse à un groupe de consommateurs et parmi les six autres lorsqu'il s'adresse à un groupe de producteurs. Quoi qu'il en soit, il s'est montré préoccupé par le fait que les produits alimentaires importés constituent une part toujours plus importante de l'ensemble de nos ventes sur le marché du détail.

Il a souligné que sur l'ensemble des 18.3 milliards de dollars de vente de produits alimentaires au Canada en 1975, la part des produits importés recouvrait quelque 6 milliards, soit 32 p. 100. En 1975, la part des produits importés représentait 4 milliards, soit 25 p. 100 de l'ensemble des ventes de produits alimentaires. En 1973 nos importations ont représenté 2.5 milliards, soit 18 p. 100 du total. Ainsi, en quelque trois ans, la part de nos importations de produits alimentaires est passée de 18 à 32 p. 100 de l'ensemble des produits alimentaires vendus au Canada, elle a donc presque doublé.

Ce qui m'inquiète, c'est que des bills tels que celui dont nous sommes saisis aujourd'hui auront pour seul effet d'accroître la part qu'occupent les produits importés dans l'ensemble des ventes de produits alimentaires dans notre pays. Il est certain que l'agriculture canadienne possède une importante capacité productive. Je pense que les véritables ressources productives de nos éleveurs et de nos cultivateurs n'ont pas été exploitées à fond. Monsieur l'Orateur, ce n'est pas eux que je critique, c'est la politique gouvernementale car il ne fait aucun doute qu'avec les stimulants appropriés, les cultivateurs pourraient renverser la tendance actuelle. On y fait allusion dans un article publié dans le *Globe and Mail* du samedi 10 juillet intitulé «Sérieux écart entre le rendement et le potentiel de la production agricole et alimentaire canadienne». Cet article est de James Rusk et je tiens à le faire consigner au compte rendu car il résume, à mon avis, la situation dans laquelle se trouve cette industrie à l'heure actuelle:

● (1610)

La production agricole et alimentaire au Canada est «dans une mauvaise passe et bien malade», à en croire le président du Conseil canadien de recherches en économie agricole du Canada, Gordon McEachern.

L'écart entre le rendement et le potentiel de la production agricole et alimentaire s'élargit, a-t-il déclaré lors de la réunion annuelle de l'Association canadienne des fabricants de provenances à Toronto.

«Et surtout, le rendement agricole a considérablement diminué en termes absolus ces dernières années.»

[M. Mazankowski.]

«Par exemple, pour le premier trimestre de cette année, Statistique Canada révèle que l'indice de la production agricole a diminué d'environ 20 p. 100 par rapport à ce qu'elle était en 1970-1971.»

«Bien entendu, nous venons de traverser une période mouvementée, mais tous les stimulants s'appliquant aux récoltes n'ont pas donné de résultat appréciable jusqu'ici.»

Cette tendance récente représente l'un des taux de croissance les plus lents—sinon le plus lent—pour ce qui est du rendement parmi tous les pays industrialisés ou en voie de développement depuis 1962, avec un taux de 1.25 p. 100 par an pour la production agricole, bien inférieur à celui de la demande de produits alimentaires au Canada.

«Cela ralentit la croissance des exportations de produits agricoles et alimentaires en termes de volume et augmente le volume des importations.»

Le Canada continue d'être un exportateur net pour quelques produits seulement comme les céréales et les graines oléagineuses, mais même dans ces cas-là, le niveau de son rendement et de ses exportations est resté plus ou moins statique.

«La médiocrité de notre rendement et de nos exportations contraste vivement avec les réalisations de notre voisin du sud, surtout depuis 4 ou 5 ans, mais peut-être même davantage.»

La structure des prix de revient dans notre pays, par rapport à nos concurrents, montre que la position concurrentielle du Canada, pour ce qui est de la production agricole et alimentaire, a considérablement diminué depuis 3 ou 4 ans.

Cela est dû en grande partie, monsieur l'Orateur, au climat politique peu favorable et à la politique agricole restrictive du gouvernement qui vise à contracter notre potentiel agricole plutôt qu'à l'accroître. Je le répète, une façon de contrer les besoins d'énergie que nous devons importer est d'accroître notre potentiel et notre capacité de production et, bien sûr, nos exportations de produits agricoles.

Bien que nous ayons ici des mesures qui visent à réduire le prix des produits agricoles, un aspect important qu'il ne faut pas oublier est que les coûts nécessaires à la production de denrées agricoles continue d'augmenter. J'aimerais citer un document du gouvernement intitulé «Nouvelles et articles documentaires» publié par Agriculture Canada et daté du 28 mai 1976. Ce document revoit l'augmentation des coûts de production agricole au pays en 1976. Il prédit que le prix des produits pétroliers aura augmenté de 25 p. 100, que les engrais auront augmenté de 10 à 15 p. 100, les produits chimiques utilisés en agriculture, de 10 à 15 p. 100, la main-d'œuvre de 15 p. 100, la machinerie de 10 p. 100, et que les taux d'intérêt de financement agricole seront à la hausse. Il ne fait pas de prédiction, mais nous savons tous que les taux d'intérêt au pays n'ont pas arrêté d'augmenter. Les taux horaires pour les réparations mécaniques sont passés en moyenne de \$12 en 1975 à \$14 en 1976. Le seul produit cité à avoir baissé de prix est la ficelle d'engrègement qui est passée de \$18 à \$20 à environ \$10 depuis un an. C'est la seule diminution.

En même temps, les recettes en espèces dans l'industrie agricole en 1976 n'ont augmenté que de 1.1 p. 100 d'après Statistique Canada. Cela a entraîné un resserrement de l'étau des coûts et des prix qui est un problème pour les agriculteurs et producteurs canadiens depuis des générations et qui oblige un certain nombre de producteurs à abandonner.

Comme l'a signalé mon collègue de Battle River, les producteurs de bœuf abandonnent les affaires par douzaines. Notre pays a perdu son potentiel de production agricole. Nous ne réussissons pas à améliorer notre balance commerciale en nous servant d'un potentiel que nous devrions utiliser. Ce qui est plus important, nous perdons une occasion merveilleuse de renforcer une industrie qui a actuellement besoin d'une certaine confiance et stabilité, l'agriculture qui est encore une des industries primaires du Canada.